SENAT DE BELGIQUE.

SEANCE DU 18 DÉCEMBRE 1874.

Rapport de la Commission, chargée d'examiner la pétition de M. Werquin, demandant que M. Bergh cesse de siéger comme Sénateur de l'arrondissement de Neufchâteau-Virton, attendu qu'il ne paie plus le cens d'éligibilité fixé par la Députation du Conseil Provincial du Luxembourg pour 1874, et qu'il soit pourvu à son remplacement.

Présents : MM. Hubert DOLEZ, Président; le Marquis DE RODES, VAN SCHOOR, le Comte DE MÉRODE WESTERLOO, DE WANDRE, SOLVYNS, et VAN OVERLOOP, Rapporteur.

MESSIEURS,

Par pétition en date du 15 décembre 1874, le sieur Werquin, médecin et conseiller provincial à Neufchâteau, prie le Sénat de décider que M. Bergh cesse d'être Sénateur et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Le pétitionnaire fait, à l'appui de sa demande, un raisonnement qui peut se résumer de la manière suivante :

« Aux termes de l'art. 56 de la Constitution, reproduit par l'art. 145 du Code électoral, il faut, pour pouvoir être et *rester* Sénateur, continuer à payer, après son élection, un chiffre de contributions suffisant pour avoir le droit de figurer sur la liste supplémentaire des éligibles.

» Or, M. Bergh qui, lors de son élection, payait un tel chiffre et figurait par suite sur la liste supplémentaire de la province de Luxembourg, ne le paie plus actuellement et par suite a disparu de la liste supplémentaire.

» M. Bergh cesse, par conséquent, de faire partie du Sénat, et il doit être pourvu à son remplacement. »

En présence des doutes soulevés sur l'interprétation de l'art. 56 de la Constitution, doutes qui expliquent la pétition de M. le docteur Werquin, la gravité de la question qui nous était soumise ne saurait être niée; mais il

existe à cet égard un précédent doctrinal du Sénat que votre Commission croit devoir respecter.

Le 20 décembre 1853, MM. le Baron d'Anethan et le Comte de Robiano déposèrent un Projet de Loi à l'effet de faire résoudre les questions qui avaient été soulevées relativement à l'application de l'art. 56 de la Constitution.

Ce projet, modifié par les Commissions réunies de l'Intérieur et de la Justice, d'accord avec les auteurs de la proposition, contenait un article ainsi conçu :

« Peut rester Sénateur *celui qui continue à payer le cens pour lequel il était imposé au moment de son élection* et celui même qui, cessant de le payer, est néanmoins inscrit sur la liste des éligibles de la province où il a été élu. »

Le 19 décembre 1854, M. d'Omalus d'Halloy déposa le rapport de ces Commissions.

On y lit :

« Article nouveau devenant l'art. 5 : Les Commissions, d'accord avec les auteurs de la proposition, ont cru qu'il convenait d'ajouter à celle-ci un article réglant les conditions d'après lesquelles les Sénateurs admis, soit en vertu du cens général de 1,000 florins, soit en vertu du cens provincial, pouvaient rester membres du Sénat, et elles ont pensé que l'on avait droit de continuer à siéger tant que l'on était maintenu sur la liste des éligibles *et tant que l'on continuait à payer le cens en vertu duquel on avait été élu, lors même que l'on cesserait de faire partie des éligibles.*

Le 26 février 1855, lors de la discussion générale du Projet de Loi, l'un des auteurs de la proposition, M. le Comte de Robiano, disait : « Si vous en adoptez les propositions, on ne verra plus un ancien Sénateur, resté dans les conditions de son admission antérieure, écarté de cette Assemblée par des exigences nouvelles; ces dispositions empêcheront aussi que, par un mauvais vouloir du premier venu, ou *une simple rectification de liste supplémentaire,* un Sénateur siégeant parmi vous ne soit éliminé de cette enceinte.

L'art. 5 fut adopté sans opposition par le Sénat dans la séance du 5 décembre 1855, et l'ensemble du projet ne rencontra que quatre opposants; mais, par suite de la dissolution des Chambres, le projet ne fut pas soumis aux délibérations de la Chambre des Représentants.

En conséquence, attendu que M. Bergh paie un chiffre de contribution même supérieur à celui qu'il payait lors de son admission au Sénat en 1870, votre Commission a l'honneur, Messieurs, de vous proposer, à l'unanimité, de passer à l'ordre du jour sur la pétition.

En respectant en cette occasion les traditions du Sénat, votre Commission croit s'inspirer de l'essence conservatrice de ce grand corps de l'État; elle a la confiance que ce respect sera compris et partagé par tous et empêchera dans l'avenir qu'une question analogue puisse renaître.

Le Président,

H. DOLEZ.

Le Rapporteur,

VAN OVERLOOP.